

Unité départementale de l'Aisne
Unité Départementale de l'Aisne
25 rue Albert Thomas
02500 Saint-quentin

Saint-quentin, le 18/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEREOS FRANCE

Rue de Senlis
77230 Moussy-Le-Vieux

Références : TEREOS_Origny-Saint-Benoite_RAPVI_0005100521_20250710_303
Code AIOT : 0005100521

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/07/2025 dans l'établissement TEREOS FRANCE implanté 11 rue Pasteur 02390 Origny-Sainte-Benoite. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS FRANCE
- 11 rue Pasteur 02390 Origny-Sainte-Benoite
- Code AIOT : 0005100521
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société TEREOS FRANCE exploite sur les communes d'Origny-Sainte-Benoite, Thenelles et

Neuville, une sucrerie et des unités de fabrication d'alcool à base de betterave et de blé.

Le site d'Origny-Sainte-Benoite est soumis à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) relevant du régime de l'autorisation au titre des ICPE avec un statut de SEVESO Seuil Bas.

Les activités du site sont réglementées principalement par l'arrêté préfectoral n° IC/2020/195 en date du 23 novembre 2020.

Un APC concernant des modifications sur les rejets eaux a été signé le 20/01/2025.

L'établissement est soumis à la directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets n°3	AP Complémentaire du 23/11/2020, article 8.2.3.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi de la qualité des masses d'eau	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 9.2.4.1	Sans objet
2	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 23/11/2020, article 9.2.4.2	Sans objet
4	Origine des approvisionnements en eau	AP Complémentaire du 20/01/2025, article 3	Sans objet
5	Valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires après épuration	AP Complémentaire du 20/01/2025, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a pu vérifier que l'exploitant réalise correctement son suivi de la qualité des masses d'eau et des eaux souterraines annuellement.

La société Teréos réalise correctement son autosurveillance sur ses rejets aqueux R1.

La société Tereos doit réaliser les analyses d'eaux pluviales d'ici 90 jours et les transmettre à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi de la qualité des masses d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 9.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la qualité des masses d'eau
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place une surveillance de la qualité de l'OISE (Masse d'eau FRHR178A). Cette surveillance s'organise chaque année en 3 campagnes de prélèvements et mesures.</p> <p>Lors de chaque campagne, des prélèvements d'échantillons et mesures sont effectués en 5 points de contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none">- point n° 1, situé sur l'Oise, en amont des rejets de l'entreprise. Ce point se trouve en aval immédiat de la route départementale D1029 ;- point n°2, situé sur l'Oise, en aval du dernier bassin de l'usine B7 (bras principal de l'Oise) ;- point n°3, situé sur l'Oise, en aval du bassin B6 (Bras de l'Oise parallèle au canal de la Sambre à l'Oise) ;- point n°4, situé sur la petite rivière de Neuville (affluent de l'Oise), en amont immédiat de sa confluence avec le fossé longeant le secteur nord-ouest de l'usine ;- point n°5, situé sur la petite rivière de Neuville (affluent de l'Oise), en aval des rejets du secteur sud-ouest de l'usine. <p>L'exploitant transmet dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, la liste des 5 points de surveillance ainsi qu'un plan permettant de les localiser précisément.</p> <p>Les modalités de la surveillance du milieu récepteur sont détaillées dans le tableau ci-dessous : cf. tableau de l'AP du 23/11/2020</p> <p>Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées où s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'échantillonnage est effectué dans le chenal d'écoulement principal, de préférence loin des berges et des obstacles présents dans le lit, en se positionnant dans la veine principale du cours d'eau, face au courant (contre courant).</p> <p>Les prélèvements sont à réaliser à 30 cm sous la surface ou à mi-hauteur du cours d'eau.</p> <p>L'échantillonnage s'effectue par ordre de priorité :</p> <ul style="list-style-type: none">- directement dans le chenal d'écoulement principal du cours d'eau ;- en cas d'impossibilité, depuis un pont ;- en dernier recours, de la berge avec une canne d'échantillonnage. <p>Lors de chaque campagne de surveillance, sont consignés sur une fiche de prélèvement les indications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date et l'heure de l'échantillonnage ;- des observations visuelles (situation hydrologique apparente, aspect des abords, présence de flottants ou de dépôts, odeur, coloration...) afin de caractériser le contexte dans lequel les prélèvements sont effectués et de faciliter l'interprétation ultérieure des résultats. <p>Les fiches de prélèvement sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats :

Par courrier du 06/09/2021, l'exploitant a informé l'Inspection du plan de localisation des points de prélèvement pour le suivi des masses d'eau. L'Inspection constate que ce plan comporte 5 points au total pour le suivi des masses d'eau de l'Oise (3 points) et de La Neuville (2 points).

En 2024, 3 campagnes ont été réalisées respectivement le 15/07/2024, le 12/08/2024 et le 07/10/2024. Les résultats, accompagnés d'une analyse, ont été transmis à l'Inspection. Une comparaison des résultats amont /aval est effectuée de façon graphique. L'ensemble des paramètres analysés apparaissent stables sur les 2 cours d'eau étudiés.

Les résultats sont également reportés dans un fichier "suivi masse d'eau synthèse des résultats"

La campagne 2025 n'a pas encore débuté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/11/2020, article 9.2.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines qui sera soumis pour avis à l'inspection des installations classées sous trois mois.

L'implantation des moyens de surveillance et les modalités de mesure seront déterminées de façon à assurer une surveillance efficace de la qualité des eaux souterraines sous le site à proximité des installations.

A minima, un piézomètre est implanté en amont hydraulique du site et deux piézomètres implantés en aval hydraulique du site.

La fréquence d'analyse est a minima bi-annuelle, l'une en période de basses eaux et l'autre en période de hautes eaux.

Les résultats de mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le niveau piézométrique sera mesuré.

L'exploitant fera part à l'inspection des installations classées de toute anomalie constatée, des causes de celle-ci et de ses propositions de remèdes permettant un retour à une situation normale.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'Inspection le plan de localisation des piézomètres pour le suivi de la qualité des eaux souterraines.

Pour rappel, le site dispose de 16 piézomètres destinés à la surveillance de 2 nappes distinctes :

- nappe de la craie (PZ1, PZ2 bis, PZ3 bis, PZ4, PZ8, PZ9, PZ11, PZ12, PZ16) ;
- nappe alluviale (PZ5, PZ6 bis, PZ7, PZ10, PZ13, PZ14, PZ15).

Le programme de surveillance a été établi en 2007 avec l'accompagnement d'ANTEA. Dans ce cadre, des piézomètres complémentaires ont été créés en 2008.

Au titre de l'année 2024, l'exploitant a réalisé son programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines au travers de 2 campagnes : l'une en avril 2024 et l'autre en décembre 2024. Le prestataire pour 2024 est la société Antéa, qui sous-traite les analyses à Eurofins. Les résultats avec une analyse détaillée ont été transmis à l'Inspection le 09/04/2025 .

Synthèse des résultats :

- Suivi de l'écoulement des 2 nappes : "Il en découle une cartographie de la piézométrie sans changement dans les directions d'écoulement global des deux nappes."
- Nappe alluviale : "Concernant la nappe alluviale, la minéralisation des eaux reste à surveiller sur les prochaines campagnes, notamment en lien avec les relations de cette dernière avec la nappe de la craie."

- Nappe de la craie : "Depuis 2008, Antea Group constate que les eaux de la nappe de la craie présentent toujours des pH basiques (entre 8 et 11) sur Pz9, Pz11 et Pz12 (excepté Pz9 en basses eaux 2024). Elles sont également chargées en matières organiques (COT) et présentent des concentrations en MES importantes. Cette zone se trouve en amont de l'unité de Fermentation et en aval de l'unité de stockage des Alcools. TEREOS n'a pas identifié de cause dans le fonctionnement des installations de cette partie de la plateforme où demeurent enfouis les vestiges de l'ancienne cimenterie dont les remblais ont servi à combler l'ancien plan d'eau du carreau de carrière."

Dans le but d'harmoniser le programme analytique de suivi sur l'ensemble du réseau piézométrique et d'acquérir des données qualitatives équivalentes sur l'ensemble du site en adaptant en fonction des différentes activités actuelles et passées, ANTEA propose d'adapter le programme analytique sur les piézomètres captant la nappe alluviale et ceux captant la nappe de la craie uniquement.

L'exploitant mettra en place ces modifications pour les campagnes 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets n°3

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/11/2020, article 8.2.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions et de leurs effets

Prescription contrôlée :

L'ensemble des paramètres pour lesquels une valeur limite est prescrite au titre 4, fait l'objet d'une mesure triennale.

Constats :

La dernière analyse des eaux pluviales n'a pas pu être présentée.

La société Téréos a fait intervenir le prestataire Cereco pour réaliser les analyses des eaux pluviales le 27/02/2024, mais avec le niveau élevé de l'Oise seul un point de rejet était accessible. Cereco est intervenu une 2ème fois en 2024, mais avec la pluviométrie importante en 2024, les points de rejets étaient toujours inaccessibles.

La société Téréos a donc décidé de réaliser les prélèvements elle-même cette année, quand le niveau de l'Oise sera bas.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser les analyses des eaux pluviales et les transmettre à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/01/2025, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m ³)	Débit maximal (m ³ /h)	Objet
Eau de surface	Rivière Oise	5 300 000	1000	Refroidissement de la cuverie 'betterave' (Distillerie)
			500 (inter-campagne) 350 (campagne)	Process + eaux pour la rectification
Réseau public	Origny-Sainte-Benoite	120 000	/	les besoins sanitaires et l'usage alimentaire

L'eau du réseau public est utilisée pour les besoins domestiques (ou assimilés) et pour l'usage alimentaire (atelier d'inversion de saccharose, lavage des résines échangeuses d'ions,...).

L'exploitant devra limiter ses prélèvements de façon à laisser couler en permanence dans la rivière Oise un débit réservé égal au moins à 1/10^{ème} de son module interannuel.

Qu'elle soit puisée dans les nappes souterraines, dans les cours d'eau ou canaux, prélevée sur le réseau de distribution d'eau potable, l'eau doit être utilisée rationnellement en évitant tout gaspillage. Les consommations d'eau sont réduites autant que possible et limitées au strict

nécessaire.

Constats :

L'exploitant a présenté son suivi de consommation d'eau " Indicateur suivi pompage eau annuel", l'évolution est à la baisse.

En effet pour 2024, 4 018 345 m³ d'eau ont été prélevées dans l'Oise :

- 2 035 148 m³ pour le process

- 1 683 197 m³ pour l'eau de refroidissement

Concernant l'eau potable du réseau, la quantité consommée est respectée en 2024 avec 115 216 m³, cependant il y a eu des légers dépassements en 2022 (124 340 m³) et 2023 (125 298 m³).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires après épuration

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/01/2025, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires après épuration

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans la rivière Oise et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définis qui sont associés aux meilleurs techniques disponibles.

Sauf disposition contraire, les concentrations sont exprimées en moyenne journalière.

Débit maximal	journalier : 11 500m³/j horaire : 480 m³/j	
Paramètre	Concentration maximale journalière	Flux maximum journalier
DCO	145 mgO ₂ /l	1450 kgO ₂ /j
DBO ₅	25 mgO ₂ /l	200 kgO ₂ /j
MES	50 mg/l	500 kg/j

Azote Global	20 ⁽¹⁾ ⁽²⁾ mgN/l	200 kgN/j
NTK en N	14,5 ⁽¹⁾ mgN/l	145 kgN/j
NO ₃	44 ⁽¹⁾ mgNO ₃ /l	440 kgNO ₃ /j
Phosphore total en P	2 mgP/l	14 kgP/j
Hydrocarbures	1 mg/l	7 kg/j
Zinc	0,8 mg/l	1,5 kg/j
Nickel	0,2 mg/l	0,3 kg/j
Cuivre	0,15 mg/l	0,2 kg/j
Plomb	0,1 mg/l	0,6 kg/j
Arsenic	0,025 mg/l	0,3 kg/j
Chrome	0,1 mg/l	0,6 kg/j

(1) Valeurs limites exprimées en moyennes mensuelles

(2) L'efficacité du traitement est d'au moins 80 % en moyenne annuelle ou en moyenne sur la période de production.

La concentration maximale journalière ne dépasse pas 30 mgN/l

L'exploitant dispose des moyens nécessaires à la bonne connaissance du débit de la rivière Oise.

Constats :

L'inspection a analysé une extraction de la plateforme de télédéclaration Gidaf pour le suivi 2024 :

Une dizaine de jours de dépassements ont eu lieu en juin 2024 en MES, DBO5 et DCO, sans dépasser 2 fois la VLE, suite à l'arrêt technique du site et au redémarrage des ateliers, la station

d'épuration met quelques jours à redémarrer correctement et à se stabiliser.
Cet incident a été communiqué et expliqué par l'exploitant à l'Inspection.

Quelques dépassements sont également identifiés en débit, flux de MES et Nickel pour 2024, Les valeurs limites de ces paramètres ont évolués suite à l'APC du 20/01/2025.

Le contrôle inopiné réalisé le 5 mai 2025 par la société SOCOR montre des résultats conformes aux prescriptions réglementaires.

Pendant la visite terrain, un problème informatique empêchait l'affichage du débit, du pH et de la température en temps réel dans la salle de contrôle. Une mesure compensatoire de suivi journalier en manuel a été mise en place par l'exploitant, en attendant la réparation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera à l'Inspection de la remise en service du suivi en continu du débit, pH et de la température sous 1 mois.

Type de suites proposées : Sans suite